

## Allos Sports

**Rugby** : c'est la reprise pour les championnats nationaux, à moins que la neige ne vienne faire déraiper le calendrier. En Fédérale 1, le **SO Chambéry** accueille Mâcon avec l'ambition de rester dans le sillage de Bourg et d'Aubenas, en attendant mieux. En Fédérale 3, l'**US Montmélian** voudra conforter sa place de leader et confirmer son ambition de remontée mais elle ne gagnera pas face à Saint-Claude en fumant la pipe.

Dans le championnat régional Honneur Rhône-Alpes, **Aix les Bains** cherchera à consolider sa première place, en attendant de viser la Fédérale 3. Le **SOU Albertville** voudra confirmer son regain de forme de même que **La Motte-Servolet** et **La Ravoire** à l'échelon inférieur. Quant aux **Féminines de Savoie**, après avoir difficilement chassé le LOU, elles peuvent rejoindre voire dépasser les Violettes bressanes contre lesquelles le match retour prendra un parfum de revanche.

**Cyclo-cross** : **Marlène Petit**, après avoir échoué dans sa quête d'un deuxième titre en Coupe de France ( elle est cependant sur le podium ) a raté son championnat de France en se classant 17<sup>e</sup> tout comme le junior **Montauban**. Tous deux nous ont habitués à beaucoup mieux mais soyons optimistes : la roue peut tourner.

**Handball** : Le championnat d'Europe des nations se déroule du 15 au 31 janvier. La France, handicapée par plusieurs blessures, ne comprend pas de joueurs de Chambéry. Elle demeure cependant parmi les favoris de la compétition. On suivra D Narcisse qui s'est épanoui en Savoie et demeure une valeur sûre parmi les tricolores.

**Biathlon** : **Coline Varcin**, qui n'a pu participer à la remise des prix aux champions sportifs 2015 désignés par les lecteurs du Dauphiné Libéré, n'a pas perdu son temps. Elle a remporté une épreuve de sprint comptant pour la Coupe d'Europe. De son côté, **Justine Braisaz** poursuit son apprentissage en Coupe du Monde. Performante sur les skis, elle doit encore progresser lors des tirs.

**Basket** : **Aix-Maurienne**, après son succès face à Sorgues-Avignon, reste dans le haut du classement et peut prendre part à la lutte pour la Pro B.

**Football** : **En CFA2, Aix les Bains** peine en fond de classement mais peut rejoindre rapidement le milieu de tableau.

Gérard Simon

## Chambéry

### Mobilisation pour la création d'un magasin d'alimentation place Demangeat

Dans l'idée de répondre aux besoins des populations et de faciliter la vie des gens, un collectif de Chambériens s'est constitué pour réfléchir à la création d'un magasin d'alimentation sur la place Demangeat. Ce collectif a diligenté une enquête dans ce but auprès des habitants du secteur concerné, à savoir «*le périmètre du nord des Combes délimité par les rues du Bertillet, du Pré de l'Âne et des Combes*».

Le questionnaire, très pointu, demandait aux habitants ce qu'ils souhaitaient trouver dans un tel magasin de proximité, énumérant les diverses possibilités : épicerie, boucherie, poissonnerie, droguerie, boulangerie, fruits et légumes, fromages, boucherie hallal, produits alimentaires locaux.

Soutenue par l'association «*Chambéry, Cap à gauche*», le questionnaire a été diffusé d'une manière très militante, avec du porte à porte, des rencontres devant les écoles, sur les marchés, des affichettes apposées dans les montées d'escalier, etc. Il est clair que cette façon de faire citoyenne peut permettre aux habitants de se rassembler pour améliorer leur cadre de vie. Affaire à suivre, donc, et à soutenir.

### Carnet de deuil

#### La Bâthie

Ancien salarié de l'usine Alteo (*anciennement Pechiney La Bâthie*), notre camarade **Aimé Buccio** (*dit «Minet»*) nous a quittés subitement à l'âge de 80 ans. Jusqu'à ses derniers jours il a été présent dans toutes les manifestations du secteur. Il fut un syndicaliste acharné pour défendre l'usine et ses employés, un militant engagé. Très connu et estimé, il jouait pour toutes les fêtes et les cérémonies commémoratives dans la fanfare de La Bâthie. La section de Basse Tarentaise et la fédération de Savoie présentent toutes leurs condoléances à son épouse, à ses enfants et petits enfants, à ses proches.

#### Les Echelles

**Joseph Moriaz** (*que tout le monde appelait affectueusement «Jo»*) nous a quittés à l'âge de 90 ans, 6 ans après sa femme Jeannette. Communistes tous les deux, ils militaient dans la section de l'Avant-pays. Jo avait participé à la Résistance dès ses 17 ans, engagé au sein de l'AS après avoir récolté des armes dans l'idée de lutter. Il en avait conservé un sens élevé du patriotisme et participait activement à toutes les commémorations visant à rappeler le rôle de la Résistance dans le combat antinazi. Le PCF 73 et notre journal présentent toutes leurs condoléances aux deux filles de Jo et Jeannette, Claude et Christine, et à leurs petits enfants.

# Les Allobroges Savoyards

Bimensuel départemental du PCF - N° 935 - mardi 19 janvier 2016

## Editorial

### Goodyear, l'intolérable (in)justice de classe sur fond d'état d'urgence

Préparée un peu «*en catastrophe*», la manifestation chambérienne de solidarité avec les Goodyear a rassemblé au moins 300 personnes devant la Préfecture, témoignant d'une grande émotion. Un simple rappel des faits l'explique.

Pour défendre leurs emplois, les salariés de Goodyear ont mené sept ans de luttes parfois très dures contre un patronat de choc n'hésitant pas à utiliser des hommes de main et des vigiles brutaux contre les syndicalistes. Mais nombre des plaintes déposées par la CGT face à la situation dans l'entreprise d'Amiens ont été classées sans suite ! Goodyear a néanmoins été condamné «*pour ne pas avoir prévenu les salariés des dangers et ne pas avoir fourni d'équipements de protection individuels*», l'amiante ayant entraîné des décès prématurés. C'est dans ce cadre d'un combat difficile et courageux que se situe l'épisode anecdotique de la «*séquestration*» de deux cadres que les militants CGT ont même protégé de la colère des salariés.

La plainte desdits cadres ayant été retirée, la condamnation, par le tribunal correctionnel d'Amiens, de huit syndicalistes à neuf mois de prison ferme n'a pu se faire, au minimum, qu'avec «*la compréhension*» gouvernementale. Ce verdict scandaleux, inadmissible, témoigne de la volonté du patronat et de ses amis politiques de casser toute résistance sociale dans notre pays. Et l'état d'urgence est évidemment détourné de ses objectifs premiers («*officiels*») pour créer une «*ambiance*» favorisant la criminalisation de l'action syndicale. C'est pourquoi, ni sa prolongation, ni, a fortiori, son inscription dans la constitution ne sont acceptables pour les démocrates.

**Sommaire : Editorial - Le collectif pour l'hôpital de Moutiers ne cède pas - A propos des saisonniers - Auvergne Rhône-Alpes : Laurent Wauquiez n'invente rien - Ecrits d'opinion - Le Medef 73 est content du gouvernement - Le 26 janvier, un fort moment de lutte - Allos sports.**



Cette criminalisation (*policière, juridique, gouvernementale*), on la retrouve au travers des très lourdes sanctions infligées à des salariés d'Air France, au travers de l'incroyable jugement infligé à l'inspectrice du travail Laura Pfeiffer, au travers de ce qui s'est passé à Téfal, pour ne s'en tenir qu'à l'actualité récente. Policière, quand on sait comment s'est passée l'interpellation matinale des salariés d'Air France, juridique bien sûr, et gouvernementale si l'on se souvient des propos de Manuel Valls traitant les manifestants d'Air France de «*voyous*».

Il s'agit bien d'un choix de classe approuvé par Pierre Gattaz qui estime, dans une interview, que les condamnations des syndicalistes de Goodyear prouvent que la justice fait son travail, et que les milliers de licenciements frappant les salariés ne sont que l'adaptation normale et inévitable «*à la mondialisation*» !... Ben voyons.

C'est ce même choix de classe qui explique pourquoi l'ancien trader Jérôme Kerviel a tant de mal à se faire entendre face à la puissante Société générale.

D'ailleurs, les vrais délinquants ne seraient-ils pas à chercher à la tête de grandes sociétés qui pratiquent l'évasion fiscale comme un jeu, ou au sein du pouvoir politique où l'on accorde un cadeau fiscal de 2 milliards d'euros à une banque pourtant condamnée par l'autorité bancaire pour avoir fauté ? Face à l'injustice de classe, la révolte est légitime.

Alain Dupenloup



## Le Medef Savoie est content du gouvernement

Le Medef Savoie a présenté ses vœux à une cinquantaine de dirigeants d'entreprises, au Phare, à Chambéry. Son président, Bruno Gastinne, a expliqué qu'en 2015, «les patrons ont pu se réjouir de mesures de simplification, celle de la procédure d'accueil en entreprise d'un jeune mineur en formation, ou encore la suppression de déclarations comptables, ainsi qu'une réduction de délais de recours. Autres points positifs soulignés : la confirmation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi et les avancées importantes sur le coût de l'électricité pour les sites industriels».

Mais Bruno Gastinne en veut plus, «il attend beaucoup de la simplification du code du travail et sollicite un peu d'indulgence de la part de l'administration». En gros, s'il est très satisfait de la politique gouvernementale, le président du Medef 73 souhaite en finir avec les derniers tracassés de l'inspection du travail et de fonctionnaires bêtement soucieux d'hygiène et de sécurité pour pouvoir enfin faire ce qu'il veut en toute tranquillité. Et, «pour sortir du chômage», il prône bien sûr la baisse du coût du travail non qualifié...

Bref, le Medef Savoie est content du gouvernement et a même un train de retard sur les propositions de Manuel Valls.

Plus de code du travail, plus de contrôles administratifs, plus d'impôts, une revalorisation des aides gouvernementales, le Medef Savoie est à l'image de ses dirigeants nationaux, âpre aux bénéfices, sourd à la détresse sociale, et prêt à en demander toujours plus à un gouvernement compréhensif et complice.

Il nous faut vraiment construire une alternative crédible au libéralisme.

## « La sociale » bientôt en Savoie

C'est Michel Etiévent qui nous en informe, le film «La sociale» (réalisé par Gilles Perret sur Ambroise Croizat et la Sécu) sera présenté en avant première (et en version longue) le 23 janvier à Cran Gevrier, puis à Albertville, au Dôme, le 2 février, et enfin à Montmélian le 9 février (à 20h30), en présence de Gilles Perret et de Michel Etiévent.

## Chambéry

### Repas solidaire de l'AMI 73

Association de défense des malades invalides et handicapés, l'AMI organise un repas solidaire (avec raclette au menu de 20 euros) le samedi 30 janvier, à 12h30, salle Jean-Baptiste Caron à Chambéry. Pour s'inscrire à cette initiative sympathique et utile, téléphonez (dans l'après-midi) au 06 52 80 42 82.

## Chambéry

### Réunion publique autour de la casse du code du travail

Le collectif AAA (qui regroupe de nombreuses organisations travaillant à une Alternative A l'Austérité) organise un débat public sur la casse du code du travail à Chambéry, le mercredi 10 février, à 18h30, dans la salle Pierre Cot, avec pour invité Patrick Le Moal (ancien inspecteur du travail et coauteur du livre «Le code du travail en sursis»).

### Après les régionales, avec Antoine Fatiga, rencontre des soutiens de la liste « L'Humain d'abord »

le 6 février à La Ravoire

Le samedi 6 février en matinée, les acteurs de la campagne pour la liste « L'Humain d'abord » sont invités à une rencontre animée par Antoine Fatiga dans la salle Marcel Paul de La Ravoire

Programme de la matinée : à 9h30, accueil, de 10h à 12h, échanges sur ce qui s'est passé, la stratégie, les alliances, la suite à donner au combat mené, puis, jusqu'à 14h, moment convivial et sympathique. Il est évidemment nécessaire de faire connaître sa participation à l'initiative en téléphonant au 06 80 72 09 45 ou en envoyant un mail à [antoine.fatiga@wanadoo.fr](mailto:antoine.fatiga@wanadoo.fr).

## Saisonniers des stations de ski

### Il faut trouver de nouvelles solutions lorsque la neige tarde à venir

Certes, la neige est finalement tombée, pour la plus grande satisfaction des professionnels, des skieurs, et aussi des employés des stations. Car, et notre journal en a déjà parlé, on l'a attendue tout le mois de décembre. Le moment d'embauche de nombreux salariés en a été retardé d'autant. De plus, il en est résulté une baisse appréciable de la fréquentation touristique. Le problème pouvant se reproduire en fin de saison, ou les années suivantes, il n'est pas inutile d'y revenir.

Antoine Fatiga, responsable CGT national pour le secteur des remontées mécaniques, dénonce les pratiques qui ont «accompagné» cette situation. Il dit : «malgré les dispositions de la convention collective, certains salariés ont été embauchés tardivement, des stations ne respectant pas la durée minimale de certains contrats». Les employeurs peuvent d'ailleurs n'embaucher que 15 jours (ou un mois !) après la date négociée d'embauche, cela dépend des contrats. Entretemps, les salariés ne sont pas payés, alors que d'autres solutions techniques sont possibles, chômage partiel, utilisation des RTT ou des congés, etc. Mais il semble aujourd'hui évident que la nouvelle fréquence du manque de neige en début de saison est utilisée pour une précarisation accrue des salariés.

Ainsi, la convention collective des remontées précise que «les contrats saisonniers doivent être reconduits d'une année sur l'autre». Les stations ont trouvé «la parade» ; elles embauchent des intérimaires qui, eux, «ne bénéficient pas de cette garantie». Alors, comme l'écrit Loan Nguyen dans L'Humanité, «pour contrer cette gestion des aléas climatiques par la flexibilisation des saisonniers, la CGT entend batailler pour que la date présumée d'embauche et la date d'embauche réelle soient les plus proches possibles». De plus, comme nous l'écrivions précédemment, il devient nécessaire de prolonger les activités d'été pendant les saisons d'hiver pour compenser un éventuel manque de neige en novembre-décembre.

La masse salariale étant devenue une variable d'ajustement pour les stations, elle baisse beaucoup plus que le chiffre d'affaires (en pourcentage). Il y a maintenant moins de salariés

## Aix les Bains

### Dominique Fié nouveau conseiller municipal

Candidat (PG) 3e sur la liste municipale de gauche «Unis et citoyens», Dominique Fié vient d'entrer au conseil d'Aix-Les-Bains en remplacement de Marion Gerlaud, démissionnaire.



Janvier : la neige tombe enfin

des remontées qu'il y a 15 ans en arrière, alors que les recettes ont augmenté et que le domaine skiable national n'a cessé de s'étendre. L'Humanité écrit : «De 945 millions d'euros en 2006/2007, le chiffre d'affaires des 100 plus gros opérateurs de remontées mécaniques a bondi à 1,303 milliard d'euros en 2014/2015 !». Une misère... Si l'on ajoute que 9 groupes se partagent près de 60% du chiffre d'affaires (dont, bien sûr, la Compagnie des Alpes et la Compagnie du Mont-Blanc), on peut estimer qu'il y a des actionnaires heureux, avec ou sans neige. Cela signifie que la situation est très différente d'une station à l'autre, les grandes stations d'altitude tirant bien mieux leur épingle du jeu que les plus petites de moindre altitude, sans parler du problème réel des dernières stations «communales». Cette situation contrastée se retrouve pour les employés des remontées, ceux des Bauges ayant une rémunération globale certainement inférieure à ceux de Tignes, Val Thorens ou Val d'Isère.

Face à tout cela, plusieurs pistes peuvent être explorées. D'une part, les actionnaires pourraient être fortement mis à contribution pour réduire les périodes de «non embauche» des saisonniers des remontées. Une formation professionnelle publique diversifiée devrait permettre aux saisonniers de s'investir efficacement dans des activités d'été en cas de manque de neige. L'idée communiste de sécurité emploi formation tout au long de la vie professionnelle pourrait prendre ici toute sa force. En attendant, l'indemnisation chômage entre les saisons devrait être refondée. Enfin, les saisonniers de l'hôtellerie et de la restauration devraient avoir un statut semblable à celui des personnels des remontées. Ce ne sont que des propositions, elles sont à discuter et naturellement à retravailler, l'idée étant de ne pas accepter telle que la situation actuelle.

A.D.



## Notre Dame de Briançon

### La CGT fait le point sur la nouvelle situation

Suite au Comité central d'entreprise du 14 janvier, la CGT de Carbone Savoie a étudié la nouvelle situation créée par la proposition de rachat d'Alandia Industries.

Si cette société «a fait plutôt bonne impression» avec l'affirmation du maintien des emplois durant deux années et «des méthodes assez claires», la CGT reste prudente car «il n'y a pas d'objectifs chiffrés». David Pivier écrit que, «malgré tout, nous ne sommes pas rassurés».

Notons que, si les représentants d'Alandia Industries semblent miser sur une diversification des produits (ce qui répond à une demande de longue date de la CGT), leur «focalisation sur la



Une vue de Carbone Savoie

réduction des coûts» peut se révéler à double détente et implique effectivement une grande vigilance syndicale.

Concernant l'encore propriétaire Rio Tinto, il a répondu «non» à toutes les revendications syndicales concernant les salaires et l'emploi. Au moment où nous écrivons, les responsables CGT Carbone Savoie des deux sites de Notre-Dame et de Vénissieux réfléchissaient donc aux suites à donner à la mobilisation.

## Région Auvergne Rhône Alpes

### Le « nouveau souffle » de Laurent Wauquiez n'aère pas beaucoup l'assemblée...

Le nouveau président de la région Auvergne Rhône-Alpes, le très à droite Laurent Wauquiez (Les Républicains), a inauguré sa nouvelle présidence en jouant les équilibristes d'une façon à la fois politicienne et autoritaire. On ne se refait pas. Il a commencé par un petit exercice de démagogie (au nom des économies) en supprimant le téléphone portable des élus régionaux. C'est plus facile à faire que de lutter contre l'évasion fiscale des grandes banques... «Les Français font des efforts», a-t-il dit, «les élus se doivent d'en faire aussi». Une formule que le nouvel élu régional Fabrice Pannekoucke a dû apprécier, lui qui s'est augmenté tranquillement l'indemnité lorsqu'il a été élu maire de Moûtiers. Quant aux retraites dorées et aux salaires faramineux des dirigeants des grandes entreprises, ce n'est pas pareil, c'est pour défendre leurs intérêts de classe que les Laurent Wauquiez se font élire... Lui-même n'est d'ailleurs pas vraiment un modèle de vertu : maire du Puy, député, président de l'association nationale des élus de la montagne, numéro 2 des Républicains, Laurent Wauquiez cumule sans honte responsabilités et indemnités.

Autres sources d'économies, la réduction du nombre des vice-présidents (compensée par la création forcément onéreuse de postes de conseillers spéciaux qui obéiront au doigt et à l'œil au nouveau chef), et la diminution du nombre des élus siégeant d'office à la commission permanente (mais les rescapés voient leur indemnité augmentée de 10%...). Enfin les aides de la Région seront soumises à un « contrôle » qui laisse augurer un fort recul social, car on sait quelles injustices recouvre toujours la formule «non à l'assistanat». Dans la même veine, Laurent Wauquiez veut rétablir «la bourse au mérite pour les étudiants». Traduisons : donner plus à ceux qui ont déjà beaucoup. Foin de réussite pour tous et d'aide aux plus défavorisés, les bien-pensants sont de retour pour tendre la main aux bien-obéissants.

Quant à la mise en place des commissions, elle a réservé son lot d'étrangetés et de jeu politicien. Le député (LR) Philippe Meunier va s'occuper de la sécurité, de la chasse, de la pêche, et des partenariats internationaux. C'est large... La montagne sera «gérée en direct» par Gilles Chabert, le président du syndicat national des moniteurs de ski ! On n'est pas loin du conflit d'intérêts bien compris... Et le «nouveau souffle» promis par Laurent Wauquiez lors de sa campagne électorale se traduit par la nomination de vieux chevaux de retour réactionnaires à des vice-présidences, Brice Hortefeux, Etienne Blanc (élu une première fois à la Région en 1992, ça ne nous rajeunit pas...), Eric Fournier (élu depuis 1998) ou Philippe Meunier (un pesant qui veut armer les députés et organise des apéros saucisson vin rouge !). «Le nouveau souffle» ne sent décidément pas très bon.

Amis lecteurs, si vous connaissez des personnes susceptibles d'être intéressées par le journal, proposez-leur d'en recevoir gratuitement un numéro et faites-nous le savoir.

## Bissy

### La CGT dénonce une pollution de l'incinérateur de Chambéry

La CGT écrit, dans un communiqué, que «l'incinérateur de Bissy, géré par délégation par le syndicat mixte Savoie Déchets, a rejeté des cendres toxiques et dangereuses sur la population du Bassin chambérien». La préfecture a d'ailleurs mis en demeure Savoie Déchets de revoir certaines de ses pratiques.

C'est le secrétaire CGT du Comité hygiène et sécurité qui a découvert un problème et l'a notifié par écrit. Malgré cette alerte syndicale, «les dysfonctionnements ont continué». Titillée par le syndicat, la Direction a fini par donner des «explications», mais jugées peu crédibles par la CGT. Alors, sollicitée par le secrétaire CGT du Comité hygiène et sécurité, la Direction régionale de l'environnement a envoyé des agents effectuer une visite inopinée à Bissy. Ils sont tombés sur une dangereuse opération de nettoyage et soufflage lors des opérations d'entre-

ten et de maintenance des installations. Les agents ont immédiatement fait stopper cette pratique, et ont constaté d'autres infractions. Ils écrivent : «Les dispositions organisationnelles de l'exploitant amènent à rejeter dans l'atmosphère, lors des opérations d'entretien, des quantités significatives de cendres ayant le caractère de déchets dangereux».

La première réponse de la direction de Savoie Déchets n'a pas été de prendre des mesures contre la pollution : «elle a été de faire subir d'énormes pressions sur le délégué CGT en le stigmatisant auprès des agents», disant par exemple «qu'il va faire fermer l'usine» !... C'est évidemment plus facile que de répondre aux nécessités de la lutte pour un air pur... et ça peut dissuader d'autres agents d'élever la voix. «Diviser pour mieux régner» reste un adage efficace.

Il n'empêche, l'action responsable et courageuse du militant CGT a finalement obtenu des résultats. La Direction régionale de l'environnement a imposé à Savoie Déchets une procédure par filtration qui permet «de réduire d'une façon significative les quantités de rejets dans l'atmosphère». L'environnement est bien un objet de la lutte des classes.

## Ecrits d'opinion

### Des ouvrages qu'on peut se procurer à la fédération du PCF à Chambéry

Le premier ouvrage dont nous conseillons la lecture est un livre de Daniel Cirera, «Allemagne France, de la réconciliation au partenariat inégal». L'auteur y analyse «les contradictions des relations entre la France et l'Allemagne et invite à penser un rééquilibrage de ce partenariat, indispensable, à son sens, à la réorientation fondamentale du projet européen».

Le second ouvrage est un ouvrage collectif sur la sécurité sociale, rédigé par un groupe de militants communistes. Edité par la fondation Gabriel Péri, il s'intitule «La sécurité sociale solidaire, éléments d'analyse et propositions». La brochure

fait le point sur la question et trace des lignes de lutte pour une reconquête de la Sécu.

Le troisième livre, «La rose assassinée», du journaliste indépendant Loïc Ramirez, s'intéresse à l'histoire des FARC, les fameuses Forces armées Révolutionnaires Colombiennes. «En 1985, s'appuyant sur un cessez-le feu accepté par le gouvernement et avec le soutien du Parti communiste colombien, les FARC lancent un parti politique, l'Union patriotique. Mais l'armée, la police et les groupes paramilitaires vont se coaliser pour anéantir le nouveau parti, obligeant les FARC à retourner à la lutte clandestine». Une contribution très utile pour comprendre la complexité du problème. Edité par la fondation Gabriel Péri.

Enfin, nous avons reçu le livre «Europe, l'expérience grecque, le débat stratégique», coécrit par des «pointures» de l'économie politique, Etienne Balibar, Frédéric Boccara, Michel Husson, Pierre Khalfa. Publié aux éditions du Croquant.

Notes de lecture de Yann Del Rio

### Sous la recherche du nouveau leader, la volonté de ne rien changer

Les médias papotent élection présidentielle en s'en tenant à la promo des personnalités «préférées des Français», omettant d'en cerner les programmes, ou surfant sur leur libéralisme. Claude Posternak, «habitué des plateaux télé», appelle «à une transition pour un nouveau partage» afin de dépasser «le compromis entre De Gaulle et la gauche à la Libération». Outre que ce n'était pas «la gauche», mais le PCF, ce qui le gêne, c'est la Sécu et le social. Le Medef veut en finir avec «ça», les médias relaient son exigence.

